

qui n'a rien changé au fond à cette situation gravissime : le droit de savoir des citoyens, principe majeur édicté par la Déclaration des droits de l'homme, est désormais en France à la merci d'une poignée d'oligarques, qui cherchent à conforter leur influence, mais dont la presse n'est pas le métier. § C'est donc peu dire que le sort de notre démocratie et celui de la presse sont intimement liés. § Pour tourner la page d'un quinquennat détestable, qui a bafoué toutes les promesses de la campagne présidentielle en même temps que les valeurs fondatrices de la République, il n'y a donc guère qu'une solution : œuvrer à une révolution démocratique, pour en finir avec les ravages du présidentielisme, pour sortir du système oligarchique. Pour redonner la parole aux citoyens. § C'est dans le même sursaut que le pays peut espérer une refondation de la presse, pour qu'elle redevienne indépendante. § Les mesures d'une telle refondation sont depuis longtemps sur la table. § Il faut en finir avec toutes les mesures (aides directes ; fonds Google...) qui protègent la « vieille » presse et constituent autant de barrière aux nouveaux entrants ; il faut aussi un cadre législatif autorisant la création de véritables sociétés citoyennes de presse, avec des mesures d'encouragement beaucoup plus favorables que celles actuellement en vigueur. § Bref, il faut un véritable sursaut. Renouer avec le souffle du Conseil national de la résistance. Le droit de savoir des citoyens en dépend. L'avenir de notre démocratie aussi.

